

Unité départementale Meurthe et Moselle / Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 NANCY

NANCY, le 26/05/23

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

TITANOBEL (Moutiers)

Rue de l'Industrie

BP 15

21270 PONTAILLER-SUR-SAÔNE

Références : 2023_0833
Code AIOT : 0006200453

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement TITANOBEL (Moutiers) implanté RD 613 - Bois Saint Martin 54660 Moutiers. L'inspection a été annoncée le 31/03/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TITANOBEL (Moutiers)
- RD 613 - Bois Saint Martin 54660 Moutiers
- Code AIOT : 0006200453
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Non

La société TITANOBEL exploite des installations pyrotechniques sur le territoire de la commune de MOUTIERS, autorisées et réglementées par l'arrêté préfectoral 1999-219 du 10 septembre 1999 modifié.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Mesures de maîtrise des risques (MMR)

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Classement de l'activité - Timbrage	AP Complémentaire du 29/07/2016, article 2	/	Sans objet
2	Entretien des abords des locaux pyrotechniques	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 16-a	/	Sans objet
3	Vérification des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 43	/	Sans objet
4	Conditions de stockage - Emballage	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 97	/	Sans objet
6	Registre entrées et sorties	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 100	/	Sans objet
7	Tenues des registres d'entrées et de sorties	Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 101	/	Sans objet
8	Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)	Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les mesures de maîtrise des risques contrôlées répondent à la réglementation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Classement de l'activité - Timbrage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2016, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 4220-1 - Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. XXXXX : XXXXXXXXXXXXXXXX (<i>données sensibles non publiables</i>)
Constats : <i>Informations sensibles non publiables</i>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Entretien des abords des locaux pyrotechniques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 16-a
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les abords immédiats des locaux pyrotechniques doivent être désherbés et débroussaillés. [...]. Les merlons de terre doivent être débarrassés des herbes sèches et débroussaillés.
Constats : Aucune herbe sèche ou broussaille n'est présente aux abords immédiats des locaux pyrotechniques.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Vérification des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 43
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées après leur installation ou modification. Le contrôle doit être effectué tous les ans par un organisme agréé. Cet organisme doit explicitement mentionner les défauts relevés dans son rapport de contrôle. Ces rapports sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. [...]
Constats : L'observation émise lors de la dernière vérification des installations, le 25/05/2022, a été prise en compte par l'exploitant, avec l'intervention justifiée d'un électricien.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Conditions de stockage - Emballage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 97
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les emballages renfermant des matières et objets explosibles doivent être stockés de façon stable sur des supports d'une hauteur maximale de 1,60 m. Le fond des emballages ne doit pas se trouver à plus de 1,60 m au dessus du sol. Les emballages ne doivent pas être ouverts dans les dépôts de stockage. Les emballages ouverts à l'extérieur d'un dépôt et contenant un reliquat de matières explosibles peuvent être réintégrés dans le dépôt à condition d'avoir été vérifiés et convenablement refermés.
Constats : Les emballages renfermant les matières et objets explosibles sont convenablement fermés et stockés de façon stable sur des palettes en bois, le fond des emballages étant situé à moins de 1,60 m du sol bétonné.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Registre entrées et sorties

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 100
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre d'entrées et de sorties des produits pour chacun des dépôts.
Constats : L'exploitant tient à jour un registre informatique des entrées et sorties des produits explosifs stockés dans les dépôts D1, D2 et D3.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 7 : Tenues des registres d'entrées et de sorties

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 10/09/1999, article 101
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] <p>Les registres d'entrées et sorties doivent comporter au minimum les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la "date" du mouvement de produits explosifs concernant le dépôt ou le débit, y compris pour les dépôts, la date des mouvements de réintégration de produits explosifs, quelle que soit l'autorisation qui a permis leur acquisition et la date des entrées et sorties de produits explosifs en consignation au fur et à mesure de ces mouvements ; - la désignation et la quantité de produits explosifs qui font l'objet du mouvement ; - l'origine, à l'entrée, ou la destination, à la sortie de ces produits explosifs ; - les références du titre d'accompagnement des produits explosifs prescrits par l'arrêté du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ainsi que le nom et la qualité de la personne physique qui les remet au dépôt ou à qui ces produits sont remis lorsqu'ils sont extraits du dépôt ou du débit ; - l'évolution des stocks en fonction des mouvements enregistrés. <p>Pour les produits explosifs qui sont placés en consignation dans un dépôt, le nom de l'entreprise qui a placé ces produits explosifs en consignation dans ce dépôt est également inscrit sur le registre. Ces produits explosifs sont placés dans le dépôt de manière à pouvoir être facilement identifiés et dénombrés.</p> <p>Un inventaire des stocks de produits explosifs doit être réalisé au moins tous les deux mois.</p>
Constats : <p>Les registres d'entrées et sorties comportent les informations exigées dans la prescription contrôlée.</p> <p>Les produits explosifs placés en consignation dans le seul dépôt D2 font l'objet d'un registre particulier. Les produits explosifs sont regroupés dans un coin du dépôt de manière à pouvoir être facilement identifiés et dénombrés.</p> <p>La fréquence de l'inventaire des stocks de produits explosifs est respectée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Mesures de Maîtrise des Risques (MMR)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/05/2005, article Article 4
Thème(s) : Risques accidentels, Qualification de la MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>Pour être prises en compte dans l'évaluation de la probabilité, les mesures de maîtrise des risques doivent être efficaces, avoir une cinétique de mise en œuvre en adéquation avec celle des événements à maîtriser, être testées et maintenues de façon à garantir la pérennité du positionnement précité</p>
Constats : <p>MMR Respect du timbrage du dépôt d'explosifs.</p> <p>Chaque produit explosif, identifié avec un QR code, est scanné à l'entrée et à la sortie du dépôt. Le timbrage est suivi à partir du logiciel de gestion des stocks GEOD, les données étant enregistrées sur des serveurs protégés. Les données sont consultables à distance par les personnes autorisées.</p> <p>Un décompte manuel des produits explosifs stockés sur le site est réalisé 2 fois par mois afin de comparer le stock théorique fourni par le logiciel de gestion et le stock physique : le dernier inventaire réalisé le 12/04/2023 n'a pas révélé d'écart.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

ANNEXE CONFIDENTIELLE NON PUBLIABLE

Inspection réalisée le 18/04/2023 dans l'établissement TITANOBEL (Moutiers) implanté RD 613 - Bois Saint Martin 54660 Moutiers (code AIOT : 0006200453)

Fiche de constats confidentielle (informations sensibles)

N° 1 : Classement de l'activité - Timbrage

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 29/07/2016, article 2
Thème(s) : Actions nationales 2023, MMR
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Rubrique 4220-1 - Produits explosifs (stockage de), à l'exclusion des produits explosifs présents dans les espaces de vente des établissements recevant du public. Dépôt D1 : 25 tonnes d'explosifs Dépôt D2 : 21,5 tonnes d'explosifs Dépôt D3 : 25 000 détonateurs, soit 25 kg de charge équivalent TNT.
Constats : l'état des stocks produit par l'exploitant lors de l'inspection, issu de registres informatiques, conduit aux quantités suivantes : - Dépôt D1 (produits explosifs) : 19,363 t ; - Dépôt D2 (produits explosifs) : 15,525 t + 0,130 t (produits explosifs placés en consignation) = 15,655 t ; - Dépôt D3 (détonateurs) : 7 140 détonateurs, soit 8,31kg de charge équivalent TNT. Les quantités de produits explosifs stockées, avec environ 15 palettes complètes dans le dépôt D1 et environ 20 palettes complètes dans le dépôt D2, correspondent aux quantités issues de l'état des stocks. Le contrôle par sondage des détonateurs H71018, au nombre de 266, correspond à l'état des stocks.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet